

LA CLAQUE

Dégringolade des chiffres d'affaires, licenciements, augmentation de l'insécurité, repli des publics : la culture fait partie des secteurs les plus violemment impactés par la pandémie de Covid-19. Deux ans après la levée des mesures de restriction en Suisse, CultureEnJeu dresse un état des lieux – aussi nuancé que possible – des conséquences de la crise sur les artistes et les institutions.

Patricia Michaud, journaliste

Il va falloir s'armer de patience. La grande enquête sur les pratiques culturelles en Suisse – la première qui permettra de prendre réellement l'ampleur des effets de la pandémie sur les milieux artistiques et leurs publics, puisqu'elle portera sur la période 2019-2024 – ne sera publiée que l'année prochaine par l'Office fédéral de la statistique (OFS). D'ici là, on continuera à bricoler, à mettre bout à bout les résultats de sondages, de micro-enquêtes et de prises de température effectués par divers organismes, publics ou privés, issus ou non des milieux culturels. Car une chose est sûre : face à la tempête qui s'est abattue sur la culture suisse durant la crise Covid-19, exacerbant des problèmes déjà existants et en créant de nouveaux, il n'est pas possible d'attendre. Il faut agir. Or, comme le disent aussi bien les psychologues que les économistes, on ne peut pas changer ce qu'on ne connaît pas.

Alors, plus de deux ans après la levée des mesures anti-Covid, que connaît-on des impacts sur la culture helvétique pendant et après la crise sanitaire ? Un rapport publié fin 2022 par la Fondation Lombard Odier, en collaboration avec le Centre for Philanthropy Studies, lève un coin du voile. Son premier constat est aussi simple qu'implacable : en Suisse comme dans la plupart des pays, la culture fait partie des secteurs les plus durement touchés par la pandémie. Un chiffre (qui concerne l'Union européenne mais s'applique probablement aussi à la Suisse) fait particulièrement mal

aux yeux : dans certains sous-secteurs comme celui des arts du spectacle, les chiffres d'affaires ont parfois dégringolé de 90%. Globalement, les recettes du secteur culturel auraient baissé de 31.% entre 2019 et 2021 dans l'UE, soit davantage que celles du tourisme.

Dans certains sous-secteurs comme celui des arts du spectacle, les chiffres d'affaires ont parfois dégringolé de 90%.

Le même rapport met en lumière des baisses certes plus modestes mais non moins inquiétantes : au cours de

l'année 2020, le secteur culturel helvétique a perdu près de 5% de ses travailleur·euse·s. Quant aux travailleur·euse·s culturel·le·s déclarant avoir un emploi très sûr avant et pendant la pandémie, il s'est tassé de 13,2 points de pourcentage dans notre pays, passant à 43,9%. Interrogées sur l'impact de la baisse de leur chiffre d'affaires, près de 60% des 398 entreprises culturelles suisses sous revue ont déclaré avoir mis leurs employé·e·s au chômage partiel, alors que 56% ont dû demander une aide étatique pour compenser les activités annulées. Quelque 13% d'entre elles ont carrément été contraintes de licencier du personnel ou de ne pas renouveler des contrats.

La faute au pantouflage

La lourdeur des conséquences de la crise sanitaire sur les milieux culturels suisses peut être évaluée à travers un autre prisme, celui des coups de pouce financiers que leur ont accordés les autorités. >



© Mad

Selon l'OFS, la Confédération et les cantons ont versé (entre 2020 et 2021) pas moins de 562,4 millions de francs d'aides spécifiques au secteur. La part du lion (soit 447,9 millions de francs) concernait l'indemnisation de pertes financières liées à des annulations, des reports ou des redimensionnements de manifestations en raison des mesures sanitaires. Les projets de transformation visant à opérer une réorientation structurelle ou à lancer des mesures pour gagner du public ont pour leur part été soutenus à hauteur de 57,9 millions de francs. La Confédération a par ailleurs versé 23,2 millions de francs à titre d'aide d'urgence aux acteur·rice·s culturel·le·s pour couvrir leurs frais d'entretien immédiats. A noter que les bénéficiaires les plus fortement représentés émanaient du secteur musical.

Une troisième manière de mesurer les effets de la pandémie est de se pencher sur les sorties culturelles des habitant·e·s du pays. Dans une enquête publiée fin 2022, l'agence L'œil du

Public constate que la crise a induit un repli des Suisses sur leur domicile : plus de la moitié des personnes interrogées (en automne 2022) disaient sortir moins souvent. Les personnes qui travaillaient en home-office affichaient une inclination encore plus forte

Questionné·e·s sur les raisons pour lesquelles ils ou elles font moins de sorties culturelles, 42% des participant·e·s concerné·e·s ont répondu avoir pris l'habitude de rester à la maison.

que la moyenne à pantoufler, relèvent par ailleurs les auteur·e·s de l'étude. En ce qui concerne spécifiquement les sorties culturelles, le tableau est légèrement plus positif : 41% des sondé·e·s disaient en faire moins qu'avant la pandémie, contre 46% comme avant et 13% davantage qu'avant. Questionné·e·s sur les raisons pour lesquelles ils ou elles font moins de sorties culturelles, 42% des participant·e·s concerné·e·s ont répondu avoir pris l'habitude de rester à la maison.

Plus du quart ont indiqué avoir remplacé une partie des sorties culturelles par d'autres activités de loisirs, tandis que 18% ont dit accéder désormais aux contenus culturels par Internet plutôt qu'en présentiel. L'enquête cherchait également à savoir si la fermeture partielle des lieux culturels et l'annulation de manifestations culturelles en 2020 et en 2021 avaient perturbé les Suisse·sse·s. Le résultat n'est pas franchement rassurant pour les milieux culturels, puisque plus de la moitié des habitant·e·s du pays, soit 55%, répondaient ne pas avoir été dérangé·e·s personnellement.

Sortir de la zone de confort

Heureusement, le tableau n'est pas tout noir. Selon le rapport publié fin 2022 par la Fondation Lombard Odier, plus de sept institutions culturelles helvétiques sur dix pensaient surmonter la crise et retrouver plus ou moins leur envergure pré-pandémique. Une sur dix se disait même confiante de sortir renforcée de la crise et escomptait un développement futur de ses activités. « La pandémie de Covid-19, aussi compliquée ait-elle été sur de nombreux plans, n'a

pas eu que des aspects négatifs », nuance lui aussi Olivier Moeschler, sociologue et responsable du domaine culture auprès de l'OFS. « Au niveau macro, l'ampleur des aides étatiques accordées au secteur a révélé que notre pays, loin de s'en désintéresser, pouvait se montrer 'culture friendly'. »

Au nombre des conséquences positives, celui qui est également chercheur associé à l'Université de Lausanne cite aussi les élans de créativité et d'ingéniosité dont ont dû faire preuve artistes et institutions afin de conserver leurs publics, voire d'en séduire de nouveaux. « C'est notamment le cas de certains musées, obligés de sortir de leur zone de confort », d'aller chercher des visiteur·euse·s d'autres âges et d'autres catégories sociales. « Je pense que la crise a un peu secoué les institutions et fait beaucoup parler de la culture dans les médias », poursuit-il. « J'irais même plus loin : elle a rapproché la population de la culture. » Olivier Moeschler se réjouit par ailleurs du fait que la pandémie « a montré que les milieux culturels savent se battre et relayer leur message dans les sphères politiques ».

Tout le monde à la même enseigne

Sur le terrain aussi, on constate que la crise pandémique qui a fouetté les milieux culturels a eu certains effets bénéfiques. La Société suisse des auteurs (SSA) se réjouit notamment du « rappro-

chement entre les associations professionnelles de la culture, par effet de crise » (voir aussi en page 16), ainsi que de la structuration associative de certains secteurs, comme les compagnies de théâtre indépendantes. La « prise de conscience politique des rapports de travail atypique » (voir encadré en page 11) est également mise en avant. Parmi les autres bonnes nouvelles, la SSA relève la résilience du secteur des arts de la scène, dont « les activités – du moins pour les spectacles populaires – ont retrouvé leur cours normal dès la saison 2022-2023 ».

En ce qui concerne spécifiquement le théâtre, le Syndicat suisse romand du spectacle (SSRS) indique pour sa part que « comme tout a été bouclé, cela a permis des réflexions et de nombreuses expériences singulières, hors plateau, en petit comité à domicile, en streaming... » Et aussi « moins de stress, plus de temps pour tout, mais surtout pour créer ; pouvoir lâcher la pression quasi permanente des exigences de nos métiers, ce qui mettait tout le monde à la même enseigne ». De façon plus large, la Swiss Comics Artists Association (SCAA) salue « la réalisation générale que les artistes sont d'une importance incontestable dans les moments d'incertitude et de troubles ». En ce qui concerne son secteur en particulier, l'association faitière de la bande dessinée constate entre autres que la crise a entraîné « une mise en valeur des

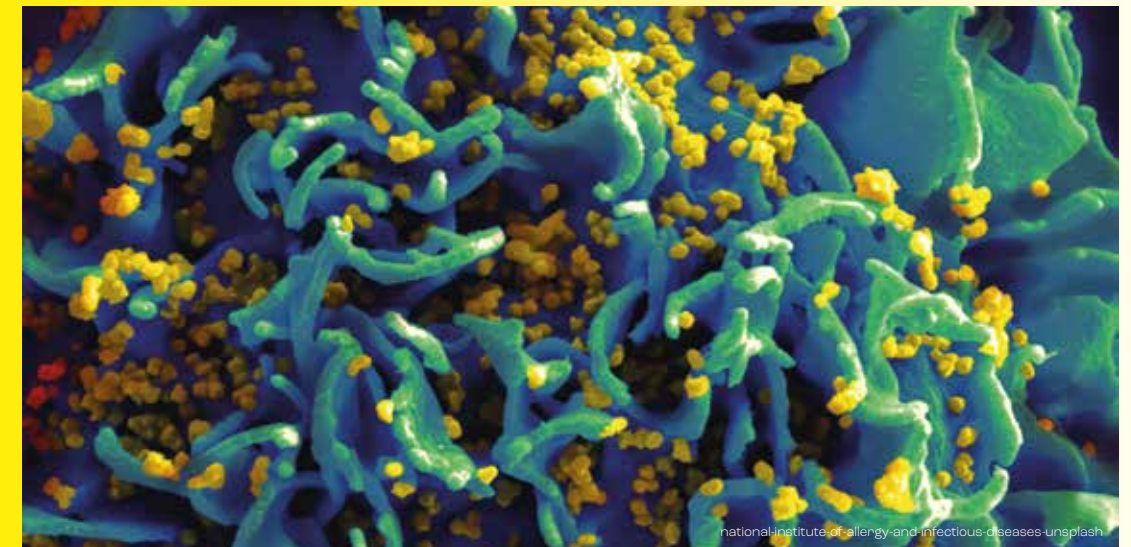
artistes sur les réseaux sociaux, un domaine en pleine expansion ».

La branche du livre, elle, est carrément sortie renforcée de la pandémie : « En l'absence de toute autre offre culturelle, un repli sur la lecture s'est orchestré assez rapidement », relève LivreSuisse. Dans la foulée, « les années 2020 et 2021 ont été bonnes, en particulier pour les librairies ; mais moins pour les maisons d'édition ». Le soutien des pouvoirs publics, ainsi que l'engagement de la faitière elle-même – qui a conçu son propre dispositif de soutien à la chaîne du livre, baptisé Liber – n'y sont pas étrangers.

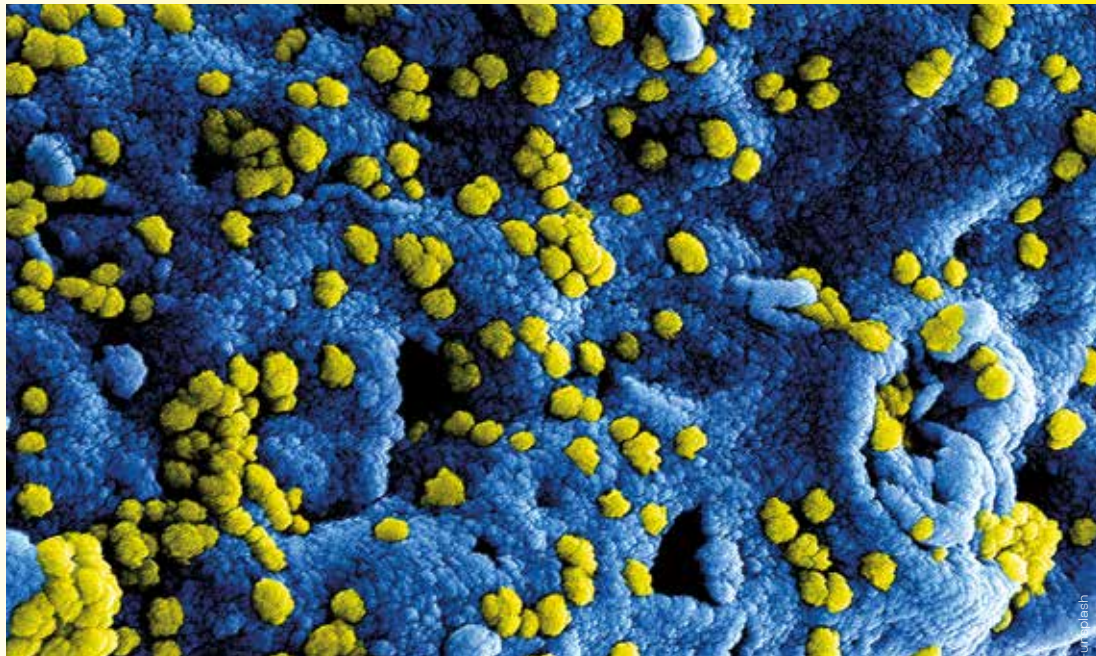
Enfin, du côté de l'association des labels musicaux indépendants IndieSuisse, on salue « la prise de conscience nettement accrue du besoin de protection sociale dans la branche musicale, que ce soit par les musicien·ne·s ou par les institutions ». Autre point positif mis en avant : durant la pandémie, la solidarité envers la branche a été très forte. « Les fans ont acheté davantage de supports sonores afin de soutenir les artistes et les labels. »

Un vent de panique

Las, les conséquences positives de la crise pandémique ne parviennent pas à atténuer la claquette que s'est prise une bonne partie du secteur culturel helvétique. La SSA rappelle que « pendant la pandémie, les droits de représentation »



national.institute.of.allergy.and.infectious.diseases-unsplash



cortis.unisplesh

ont disparu, les contrats ne prévoyant pas de dédommagement en cas de force majeure». Quant aux tentatives de théâtre en ligne (de type live streaming), «elles n'ont eu que peu de succès». Juste après la levée des restrictions sanitaires, la branche a fait face à un «embouteillage» des nouvelles créations, qui n'ont pas pu être jouées. Par ailleurs, «pendant approximativement deux saisons, une même œuvre était moins souvent représentée qu'auparavant».

En ce qui concerne les salles obscures, ProCinema rapporte qu'au cœur de la crise, les entrées se sont parfois contractées de deux tiers. Ainsi, les cinémas du pays n'ont vendu que 4'504'718 tickets en 2020, contre 12'865'531 en 2019. «Après le pic pandémique, la branche ne s'est remise que lentement», poursuit la faitière des exploitants de salles et des distributeurs de films. En 2022, on ne comptabilisait que 9'066'638 entrées et en 2023, 10'881'937, «de loin pas encore le niveau d'avant-pandémie».

Dans le secteur du livre, malgré l'engouement pour la lecture susmentionné, «un vent de panique a soufflé sur toute l'interprofession durant la pandémie», relate LivreSuisse. En effet, «l'arrêt des

ventes en librairies n'a été que très partiellement compensé par celles effectuées en ligne». Coup dur pour les maisons d'édition, «tous les événements tels que salons, foires et festivals ont été annulés», quel que soit l'investissement qui avait été consenti. Dans le domaine de la bande dessinée, un autre problème a émergé, note pour sa part la SCCA: un grand nombre de membres de l'association n'ont pas pu faire de demandes d'aide Covid, «car les rémunérations liées à la bande dessinée étaient, de base, trop faibles pour être compensées».

Comme avant... en pire

À l'image des entrées au cinéma, les recettes liées aux droits d'exécution ont elles aussi diminué comme peau de chagrin durant la pandémie, relève la SUIISA. En 2020, elles se sont repliées de 34% en rythme annuel, «une baisse limitée par le fait qu'elles étaient partiellement liées à des concerts organisés l'année précédente». En 2021, le recul (par rapport à 2019) s'est encore accentué, à -54%. Toujours dans le domaine de la musique, IndieSuisse rapporte qu'en plus de l'annulation des concerts, la branche a dû faire face pendant la crise au report de la sortie de nombreux albums en raison de ruptures dans la chaîne

de production des supports sonores. À l'inverse, lorsque la situation sanitaire s'est normalisée, l'offre dépassait la demande des consommateurs de musique. En outre, «il est devenu plus cher de produire des disques».

Autre aspect, mis en lumière cette fois par le SSRS: les contraintes administratives durant la crise pandémique. «Il était usant de se battre quotidiennement auprès des services étatiques pour obtenir les réponses après que vous aviez fourni dans les délais les preuves, les formulaires et les nombreux documents; de plus, la présomption de bonne foi avait presque complètement disparu.» Et après la pandémie? Selon le SSRS, la numérisation a fait beaucoup de dégâts, notamment au niveau de l'engagement bénévole, de nombreuses personnes n'étant plus prêtes à s'adonner à des activités en présentiel. Par ailleurs, «un certain détachement du public est encore observable, qui a tendance à attendre le dernier moment pour décider si oui ou non il prend part à un spectacle». Globalement, «le monde culturel d'après ressemble fort à celui d'avant; voire en pire parce que les aides Covid ont disparu et que les critères de soutien se durcissent partout». ♦



cortis.unisplesh

Trouver une solution aux rapports de travail atypiques

En Suisse, le taux de travailleur·euse·s indépendant·e·s dans le secteur de la culture est bien plus important qu'en moyenne dans le tissu économique. Alors que moins de 14% des Helvètes sont professionnellement indépendant·e·s, ce pourcentage grimpe à 27% dans l'économie culturelle, selon des statistiques de l'OFS portant sur l'année 2022. Si l'on ne prend en compte que les travailleur·euse·s culturel·le·s au sens étroit – c'est-à-dire si l'on exclut des profils tels que graphiste dans une banque ou comptable dans un théâtre – le pourcentage monte encore, à 38%. «En Suisse romande, la part des indépendant·e·s dans la culture est encore plus importante, car on y travaille davantage par projets», souligne Olivier Moeschler.

Or, «la pandémie a mis le doigt sur une inégalité criante entre les travailleur·euse·s culturel·le·s affilié·e·s à une institution et les indépendant·e·s», poursuit le sociologue. «Pire, elle a renforcé cette inégalité car tandis que les institutions pouvaient demander des aides et continuer à payer leurs salarié·e·s», les indépendant·e·s n'ont pas forcément pu bénéficier des fonds de crise alloués par la Confédération. «La branche s'est retrouvée confrontée à toute la problématique de la 'zone grise', celle dans laquelle se trouvent de nombreux·euses artistes sans statut bien défini, qui passent souvent

complètement entre les mailles du filet de sécurité sociale.» Une recherche menée il y a quelques années auprès des diplômé·e·s de La Manufacture, la Haute école des arts de la scène, arrivait à cette conclusion qui peut sembler un brin absurde: «Ceux et celles qui touchent le chômage, ce sont ceux et celles qui ont réussi», c'est-à-dire qui travaillent et gagnent assez pour pouvoir bénéficier de cette assurance.

À l'image d'Olivier Moeschler, plusieurs personnes interrogées dans le cadre du présent dossier ont relevé la nécessité de «régler» la question de la précarité endémique qui sévit parmi les indépendant·e·s de la culture. Mais comment? Plusieurs pistes semblent se dessiner suite au postulat de la conseillère aux Etats Marianne Maret (en 2021) et au rapport du Conseil fédéral qui en a découlé (en 2023). Selon les associations faitières du secteur culturel, l'insuffisance de la protection sociale des personnes concernées tiendrait entre autres à un manque de connaissances en la matière. Il serait dès lors utile de créer un centre de conseil et de services à leur intention. À noter qu'à Fribourg, une structure de ce type, baptisée BURCO, existe déjà. Née durant la pandémie, elle a bénéficié de soutiens étatiques dans le cadre des projets de transformation. ♦